

Déclaration des organisations FO, FSU, SNALC, UNSA-Education de l'Allier, au CTSD du 10/02/22.

Les premières modifications de la carte scolaire faites depuis le 24 janvier, consistant à revenir sur plusieurs fermetures de classe initialement envisagées, tout en réduisant les mesures d'ouvertures, de moyens de remplacement (de ce fait d'ores et déjà sans aucune progression), et de décharges de direction, démontrent la nécessité, pour assurer les ouvertures, les attributions de moyens de remplacement – dont la nécessité est bien soulignée par les 150 absences quotidiennes actuelles en moyenne - les décharges de direction initialement envisagées, attribuer des moyens supplémentaires aux RASED ce qui n'est pas le cas en l'état, **d'augmenter la dotation de l'Allier.**

Si 35 contractuels sont actuellement embauchés pour colmater les brèches, c'est bien qu'il y a des besoins.

Les fortes évolutions que, dans le cadre du montant total inchangé, a déjà connu la proposition de carte scolaire, laissent présager qu'elle pourrait évoluer encore, plusieurs fermetures actuellement envisagées paraissant incompatibles avec les besoins réels (Yzeure Jacques Prévert, Montluçon Paul Lafargue, RPI Bransat/Saulcet/Verneuil ...).

Nous demandons donc à Mme la Dasein et aux représentants de l'Etat de faire remonter l'expression de cette nécessité évidente.

Concernant **les collèges et les SEGPA**, qui ne sont pas compris dans les votes en CTSD puis en CDEN sur la carte scolaire mais qui pour nous doivent être examinés en relation avec elle, deux évolutions inquiétantes ont lieu.

Premièrement, la multiplication de divisions ayant plus d'élèves que ce qui est pourtant présenté comme le "seuil d'ouverture", 30 élèves, actuellement 4, mais qui seraient plus nombreuses si les suppressions de divisions annoncées notamment à Gannat, François Villon Yzeure, Bourbon ..., ont lieu, avec également des conséquences sur les postes.

Les nombreuses fermetures de division vont se faire au détriment de collègues qui vont devoir subir des services partagés, et des équipes dont l'éclatement est néfaste au travail et à la construction de projets, avec à chaque fois des répercussions sur les heures d'autonomie. Double peine pour les collègues ruraux éloignés et avec des équipes moins disponibles.

L'explosion des PAP, les besoins en inclusion, l'isolement culturel, médical le manque de professionnels de la remédiation scolaire, devraient au contraire commander d'employer des critères qualitatifs pour des moyens répondant aux besoins.

Les 3 fermetures de divisions de SEGPA envisagées, ainsi que le fait d'acter une division de moins à Emile Guillaumin, signifieraient une baisse significative des moyens des SEGPA dans l'Allier, alors même que rien n'indique que les demandes d'orientations soient en baisse, sauf à dissuader celles-ci.

En outre, concernant plus généralement l'école inclusive, les "glissements d'ULIS" recouvriraient en fait les premières fermetures d'ULIS depuis qu'a commencé la montée en puissance de ce dispositif (Saint-Germain-des-Fossés).

Pour l'ensemble de ces raisons, les représentants du personnel, tout en souhaitant des évolutions, seront forcément à nouveau conduit à voter contre la proposition de carte scolaire faite dans une enveloppe inchangée.

En outre, le respect dû aux représentants des élus, des parents, des DDEN, et autres membres du CDEN, qui n'ont pas eu à ce jour officiellement connaissance des propositions de carte scolaire et qui, le CTSD se tenant le jeudi après-midi et le CDEN étant convoqué le lendemain matin, n'en aurait dans le meilleur des cas connaissance que la veille au soir, requiert une tenue plus tardive du CDEN, la date de replis annoncée étant le 28. Nous ne participerons donc pas au CDEN prévu demain matin.